

Brochure n° 3159 | Convention collective nationale

IDCC : 2596 | **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

Avenant n° 6 du 20 avril 2023

à l'avenant n° 11 du 16 avril 2008
relatif au régime frais de santé

NOR : ASET2350587M

IDCC : 2596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CNEC ;

UNEC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FGTA FO ;

FS CFDT ;

CGT FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les salariés des entreprises relevant de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes bénéficient d'un régime conventionnel de frais de santé formalisé par l'avenant n° 11 du 16 avril 2008.

Les partenaires sociaux se sont réunis afin d'envisager la révision du dispositif. Cette révision a été rendue nécessaire pour revenir à un équilibre financier du régime.

Les dispositions conventionnelles sont ainsi modifiées dans les conditions qui suivent.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de l'avenant n° 11 du 16 avril 2008 relatif au régime frais de santé, conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes du 10 juillet 2006.

Article 2 | **Modification de l'article 5 de l'avenant n° 11 du 16 avril 2008**

L'article 5 « Cotisations » est remplacé par les stipulations suivantes :

« Les entreprises relevant de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes devront prendre en charge au minimum 59 % de la cotisation globale correspondant à la couverture familiale (salarié + enfants).

Les taux de cotisation du régime sont les suivants :

Taux de cotisations au 1^{er} juillet 2023

Régime des actifs		
	Salarié + enfant(s)	Conjoint facultatif
	Régime général	
Base	1,337 %	0,972 %
	Régime local	
Base	1,089 %	0,791 %
	Adulte	Enfant
	Régime général et régime local	
Option 1	0,351 %	0,216 %
Option 2	0,630 %	0,392 %
Option 3	0,939 %	0,598 %

Régime accueils loi Évin 2 ^[1]		
	Salarié + enfant(s)	Conjoint facultatif
	Régime général	
Base année 1	1,337 %	1,458 %
Base année 2	1,671 %	
Base année 3	1,937 %	
	Régime local	
Base année 1	1,089 %	1,186 %
Base année 2	1,361 %	
Base année 3	1,577 %	
	Adulte	Enfant
	Régime général et régime local	
Option 1 année 1	0,351 %	0,216 %
Option 1 année 2	0,439 %	
Option 1 année 3	0,527 %	
Option 2 année 1	0,630 %	0,392 %
Option 2 année 2	0,788 %	
Option 2 année 3	0,945 %	
Option 3 année 1	0,939 %	0,598 %
Option 3 année 2	1,174 %	
Option 3 année 3	1,409 %	

[1] Bénéficiaires du dispositif de l'article 4 de la loi Évin ayant adhéré à compter du 1^{er} juillet 2017.

[1] Bénéficiaires du dispositif de l'article 4 de la loi Évin ayant adhéré à compter du 1^{er} juillet 2017.

Régime accueils loi Évin 1 ^[2]		
	Salarié + enfant(s)	Conjoint facultatif
	Régime général	
Base	1,937 %	1,458 %
	Régime local	
Base	1,577 %	1,186 %
	Adulte	Enfant
	Régime général et régime local	
Option 1	0,527 %	0,216 %
Option 2	0,945 %	0,392 %
Option 3	1,409 %	0,598 %
[2] Bénéficiaires du dispositif de l'article 4 de la loi Évin ayant adhéré avant le 1 ^{er} juillet 2017.		

* PMSS = plafond mensuel de la sécurité sociale. »

Article 3 | *Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Les partenaires sociaux considèrent que le régime conventionnel de frais de santé de la branche de la coiffure et des professions connexes doit s'appliquer dans les mêmes conditions quelle que soit la taille de l'entreprise.

Article 4 | *Dispositions générales*

Article 4.1 | *Durée et entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il s'incorpore à l'avenant du 16 avril 2008, tel qu'il résulte de ses différents avenants, qu'il modifie.

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il entre en vigueur au 1^{er} juillet 2023.

Article 4.2 | *Dépôt et extension*

Il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé par la partie la plus diligente auprès du service compétent, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail, précisées par les articles D. 2231-2 et suivants. Il fera l'objet d'une publication sur la base de données nationale prévue à l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

Les partenaires sociaux conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 20 avril 2023.

(Suivent les signatures.)